

MINISTÈRE DES SPORTS

DIRECTION DES SPORTS

SOUS-DIRECTION DU PILOTAGE DES RESEAUX
DU SPORT

BUREAU DU PILOTAGE STRATEGIQUE ET
TUTELLE DES ETABLISSEMENTS
DS2A

Affaire suivie par
Bureau DS2A
Téléphone : 01 40 45 96 8
Ds.a2@sports.gouv.fr

Paris le 26 juin 2020

Le directeur des sports

à

Messieurs les directeurs généraux de l'ENSM, de
l'IFCE et de l'INSEP

Madame la directrice générale du MNS

Monsieur le directeur de l'ENVS
Mesdames les directrices et messieurs les
directeurs des CREPS

Monsieur le directeur général de l'Agence
Nationale du Sport – pour information -

Mesdames les directrices et messieurs les
directeurs régionaux de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale – pour information -

Mesdames et messieurs les préfigureurs des
délégations régionales académiques, à la
jeunesse, à l'engagement et au sport – pour
information -

Madame la directrice du GIP CES de Bretagne
Monsieur le directeur du GIP CS de Normandie
- pour information -

**OBJET : Reprise progressive des activités des établissements publics relevant du
ministère des sports – Phase 3 -**

REF : Décret n° 2020-759 du 21 juin 2020 modifiant le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020
prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19
dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Instruction DS/DS2/2020/100 du 23 juin 2020 relative à la reprise progressive et
adaptée aux risques liés à l'épidémie de Covid-19 de la pratique des activités
physiques et sportives.

Le décret n° 2020-663 du 31 mai 2020 modifié énonce les mesures générales applicables dans
le cadre de la phase 3 du déconfinement. L'instruction DS/DS2/2020/100 du 23 juin, prise en
application de ce décret, précise les conditions de reprise des activités physiques et sportives à
compter du 22 juin.

Il vous appartient désormais d'adapter vos plans de reprise d'activités aux règles énoncées par
ces deux textes.

I- Le cadre général :

La reprise progressive de vos activités doit s'inscrire dans ce cadre général et veiller au respect de mesures d'hygiène et de distanciation physique telles que précisées dans l'annexe 1 du décret n° 2020-663 modifié

Ainsi, sauf pour les deux départements encore en zone orange (la Guyane et Mayotte), la pratique de l'ensemble des activités physiques et sportives, à l'exception des sports de combat, est désormais possible à compter du 22 juin. Le même régime s'applique dans les équipements sportifs (de plein air ou couverts).

Je vous rappelle également que l'interdiction de regroupements de plus de 10 personnes ne s'applique désormais plus aux activités à caractère sportif.

En ce qui concerne l'organisation du travail, et notamment les principes régissant le télétravail, une note de service du secrétariat général des ministères sociaux vient de préciser que la période actuelle se caractérise par la reprise progressive du travail en présentiel, dans le respect absolu des gestes barrière. Le travail à distance n'est plus la norme, mais il reste une solution à privilégier, y compris en alternance avec le travail en présentiel. Pour ce qui concerne les CREPS, je vous engage également à vous référer aux instructions du conseil régional dont vous relevez pour les personnels ouvriers et de service.

Dans tous les cas je vous demande d'organiser l'établissement en garantissant l'information des usagers et des agents sur le respect des consignes d'hygiène et de sécurité et d'organiser leur mise en œuvre effective.

II- La continuité éducative et sportive au cœur de la reprise

L'accueil des élèves en lycée et collège est désormais généralisé sur la quasi-totalité du territoire (à l'exception de la Guyane et Mayotte).

Aussi, dans le cadre du double projet du sportif, il vous est demandé d'accueillir tous les sportifs qui reprennent leur scolarité et notamment ceux qui ont une échéance d'examen d'ici la fin de l'année scolaire.

Cet impératif de continuité éducative préside également à l'accueil des stagiaires de la formation professionnelle et des apprentis engagés dans les différentes formations aux métiers du sport et de l'animation. Vous vous attacherez à mener à leur terme les formations engagées, à permettre aux stagiaires d'obtenir leur certification dès cet été et à préparer l'ouverture des prochaines formations.

Il vous appartient aussi de faciliter l'accueil des sportifs de haut niveau, inscrits sur les listes mentionnées à l'article L. 221-2 du code du sport, et les sportifs professionnels et leurs encadrants qui en feront la demande.

III- Les principales règles régissant les activités :

- ✓ la formation professionnelle : l'accueil des stagiaires de la formation professionnelle et des apprentis s'effectue au sein de ces établissements publics de formation conformément aux prescriptions édictées par le ministère du travail ;

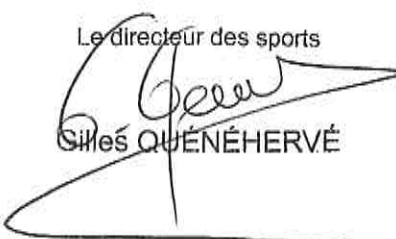
- ✓ l'activité sportive : Il vous appartient désormais de vous référer aux prescriptions sanitaires élaborées par les fédérations délégataires de chaque activité mises en ligne sur leurs sites respectifs. Pour ce qui concerne l'accès aux équipements sportifs il vous appartient de vous référer aux articles 42, 43 et 44 du décret n°2020-663 modifié par le décret n°2020-759 du 21 juin ;
- ✓ L'accueil, l'hébergement et la restauration : les mesures d'hygiène définies en annexe 1 du décret précité et de distanciation sociale, incluant la distanciation physique d'au moins un mètre entre deux personnes, dites « barrières », définies au niveau national, doivent être observées en tout lieu et en toute circonstance. Les règles d'entretien et d'hygiène définies dans les protocoles de reprise du Ministère de l'Education Nationale demeurent un cadre de référence en particulier celui édité le 14 juin (accessible sur le site internet du MENJ). Nous vous informons que l'ensemble des publics habituellement hébergés peut-être accueilli dans les internats en respectant la distance entre les lits qui doit être d'au moins un mètre.

IV- Elaboration d'un plan de reprise d'activité progressive

Je vous demande de faire évoluer vos plans de reprise d'activité progressive (PRA) en fonction des nouvelles règles édictées par le Gouvernement. Ces PRA doivent être présentés devant les instances de dialogues sociales de l'établissement. Le conseil d'administration (CA) doit en être informé par toutes les voies que vous jugerez opportunes.

Ce PRA doit être transmis au bureau DS2A à chaque modification en précisant les dates de mise à jour, de CHSCT, de CT le cas échéant et de CA (ou président du CA).

Je vous remercie de nouveau pour votre implication et celle de vos équipes et reste à votre disposition pour évoquer les éventuelles difficultés que vous rencontreriez dans la mise en œuvre de cette reprise progressive.

Le directeur des sports

 Gilles QUÉNÉHERVÉ